Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 27 février 2002
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Indices des prix des produits industriels et des matières brutes,** janvier 2002 — 2
  Les prix des fabricants ont diminué de 1,2 % en janvier comparativement à janvier 2001, pour un quatrième mois consécutif de croissance négative. Les prix des matières brutes ont chuté encore une fois, pour un sixième mois d'affilée.

- **Statistiques financières trimestrielles des entreprises,** quatrième trimestre de 2001 et année 2001 — 6
  Les bénéfices d'exploitation des sociétés ont chuté à 33,8 milliards de dollars au quatrième trimestre, en baisse de 5,6 % comparativement à ceux du troisième trimestre. Les bénéfices ont accusé un repli au cours de cinq des six derniers trimestres et ils étaient, au quatrième trimestre, en baisse de 33,0 % par rapport au sommet de 50,4 milliards de dollars atteint au deuxième trimestre de 2000. Les bénéfices ont continué de baisser au quatrième trimestre, mais à un rythme beaucoup plus lent que celui de la chute révisée de 18,2 % survenue au troisième trimestre.

- **Investissements privés et publics,** 2002 — 11
  Des baisses considérables des investissements proposés dans l'extraction pétrolière et gazière et le transport aérien entraîneront probablement un recul des dépenses d'investissement en 2002, selon les premiers chiffres des dépenses prévues en immobilisations des sociétés et des administrations publiques.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail, décembre 2001 et année 2001 — 15

Voyages intérieurs, troisième trimestre de 2001 — 17

NOUVEAUX PRODUITS

18

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

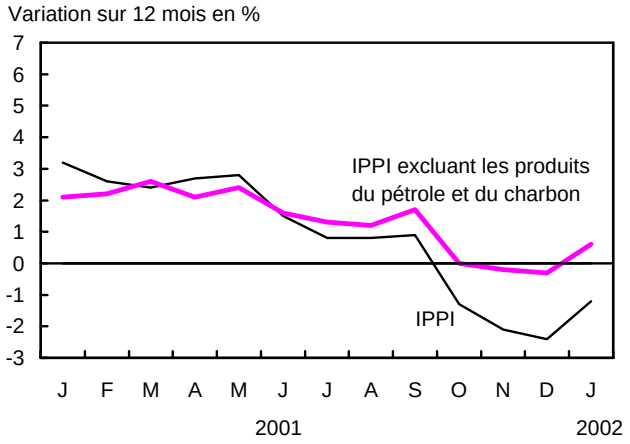
Indices des prix des produits industriels et des matières brutes

Janvier 2002

Les prix des fabricants, mesurés par l'Indice des prix des produits industriels (IPPI), ont diminué de 1,2 % en janvier comparativement à janvier 2001, pour un quatrième mois consécutif de croissance négative. Cette proportion est inférieure à la diminution de 2,4 % d'une année à l'autre observée en décembre.

Dans la comparaison annuelle, les prix des produits du pétrole et du charbon ont connu un recul marqué de 26,1 %. Il s'agit d'une septième baisse mensuelle consécutive. Si les prix des produits du pétrole et du charbon avaient été exclus, l'IPPI aurait progressé de 0,6 % plutôt que de reculer de 1,2 %.

Les prix des produits du pétrole ont influé sur l'IPPI



Les baisses de prix de la pâte de bois et des produits du papier, des produits métalliques de première transformation et des produits chimiques ont aussi contribué au recul annuel des prix des fabricants. Cette diminution a été épongée en partie par l'augmentation des prix des véhicules automobiles, des produits de bois de construction ainsi que des fruits, des légumes et des aliments pour animaux.

D'un mois à l'autre, les prix industriels ont crû de 0,9 % en janvier par rapport à décembre, après avoir reculé de 0,9 % de novembre à décembre. Les hausses de prix des voitures, des camions et d'autre matériel de transport ainsi que des produits métalliques de première transformation ont été les principaux facteurs de cette progression. L'augmentation des prix des produits chimiques et des produits de bois de construction a aussi contribué à la croissance mensuelle.

Les fabricants ont payé leurs matières brutes 13,0 % de moins en janvier qu'en janvier 2001. Il s'agit du sixième mois consécutif de baisse. Une chute de 25,9 % des prix des combustibles minéraux a été à l'origine de la majeure partie de la diminution de l'Indice des prix des matières brutes (IPMB), sans compter que les prix des produits du bois et des métaux non ferreux ont également fléchi.

Sans les combustibles minéraux, le repli de l'IPMB aurait été de 2,0 %. Ces diminutions ont été partiellement effacées par l'augmentation des prix des substances végétales, des substances animales et des matières ferreuses.

D'un mois à l'autre, les prix des matières brutes ont monté de 2,6 % par rapport à décembre. La hausse mensuelle est surtout attribuable à l'accroissement des prix des combustibles minéraux, des substances animales et des métaux non ferreux.

L'IPPI (1997=100) s'est établi à 106,2 en janvier, en hausse comparativement à son niveau révisé de 105,3 en décembre. L'IPMB (1997=100) a atteint 103,2 en janvier, en progression par rapport à son niveau révisé de 100,6 en décembre.

Note aux lecteurs

*L'**Indice des prix des produits industriels (IPPI)** reflète les prix que les producteurs au Canada reçoivent au moment où leurs produits franchissent les portes de l'usine. Il ne reflète pas ce que le consommateur paie. Contrairement à l'Indice des prix à la consommation, l'IPPI exclut les impôts indirects et tous les coûts qui surviennent entre le moment où un produit sort de l'usine et le moment où l'utilisateur final en prend possession, ce qui comprend les coûts du transport, du commerce de gros et du commerce de détail.*

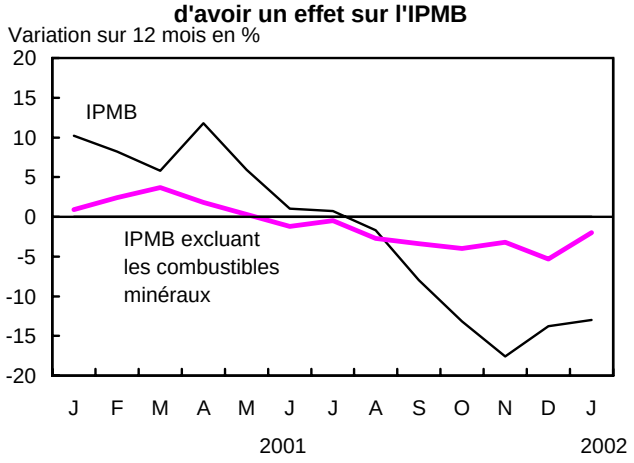
Les producteurs canadiens exportent de nombreux biens. Ils indiquent souvent leurs prix en devises étrangères, en particulier dans le cas des véhicules automobiles, de la pâte de bois, du papier et des produits du bois. Les fluctuations du dollar canadien par rapport à la devise américaine se répercutent par conséquent sur l'IPPI.

*L'**Indice des prix des matières brutes (IPMB)** est représentatif des prix que paient les fabricants canadiens pour les principales matières brutes. Un grand nombre de ces prix sont fixés sur le marché mondial. Contrairement à l'IPPI, l'IPMB comprend des biens qui ne sont pas produits au Canada*

Les prix du pétrole brut et du bois de construction augmentent

Dans l'IPMB, les prix du pétrole brut étaient 4,1 % plus élevés en janvier qu'en décembre, notamment en raison des réductions de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Cette hausse s'est reflétée dans l'IPPI, où les prix des produits du pétrole et du charbon ont crû de 0,7 % par rapport à décembre.

Les prix du pétrole brut ont continué d'avoir un effet sur l'IPMB



Les prix du bois de construction et des autres produits du bois ont progressé de 1,5 % de décembre à janvier. L'augmentation des prix du bois de construction de résineux a été le principal facteur à l'origine de cette hausse mensuelle, en raison notamment de l'augmentation de la demande et de l'intensification de l'activité de construction attribuable au beau temps.

L'effet du taux de change propulse les prix

De décembre à janvier, le dollar américain s'est raffermi par rapport au dollar canadien, ce qui a entraîné à la hausse les prix des produits exprimés en dollars américains, et tout particulièrement ceux des automobiles et du bois de construction. Si le taux de change était resté le même, la progression de l'IPPI aurait été de 0,4 %.

D'une année à l'autre, l'influence du dollar s'est aussi fait sentir. L'IPPI a fléchi de 1,2 % de janvier 2001 à janvier 2002, mais sans l'effet du taux de change, l'IPPI aurait reculé de 2,7 %.

Les prix des véhicules automobiles ont encore une influence sur les produits finis

La hausse des prix des véhicules automobiles a fait augmenter les prix des produits finis d'une année à l'autre. Les prix des machines et du matériel ainsi que des produits du tabac ont également contribué à la progression de 1,7 % par rapport à janvier 2001. La baisse des prix des produits du pétrole a effacé une partie de cette augmentation.

D'un mois à l'autre, les prix des produits finis ont crû de 0,9 % en janvier par rapport à décembre. L'augmentation des prix des véhicules automobiles et des produits du pétrole a été le principal facteur à l'origine de cette progression.

Les «produits finis» sont ceux généralement achetés pour la consommation ou pour l'investissement. La majorité des produits de la catégorie des aliments de consommation et des aliments pour animaux se retrouvent entre les mains des consommateurs. La plupart des biens d'équipement sont des machines et du matériel qui sont généralement achetés par des entreprises, des organismes gouvernementaux et des administrations publiques. Une bonne part du reste est achetée par les consommateurs.

Les prix des produits semi-finis continuent de baisser

Les producteurs de produits semi-finis ont touché 3,3 % de moins pour leurs produits en janvier comparativement à janvier 2001. La baisse des prix des produits du pétrole, de la pâte de bois et des produits du papier, des produits métalliques de première transformation et des produits chimiques a été légèrement compensée par l'augmentation des prix des produits de bois de construction et des véhicules automobiles.

Les prix des produits semi-finis ont crû de 0,8 % par rapport à décembre. L'augmentation des prix des produits métalliques de première transformation, des produits chimiques, du bois de construction et des véhicules automobiles a été le principal facteur à l'origine de cette croissance.

Les «produits semi-finis» sont des produits qui sont généralement achetés par des fabricants et qui sont utilisés dans le processus de production, c'est-à-dire pour produire d'autres biens.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 329-0038 à 329-0049 et 330-0006.

Le numéro de janvier 2002 de la publication *Indices des prix de l'industrie* (62-011-XPB, 22 $ / 217 $) paraîtra en mars. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (*infounit@statcan.ca*) ou avec Danielle Gouin au (613) 951-3375 (*danielle.gouin@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur: (613) 951-1539.

Indice des prix des produits industriels
(1997=100)

	Importance relative	Janvier 2001	Décembre 2001[r]	Janvier 2002[p]	Janvier 2001 à janvier 2002	Décembre 2001 à janvier 2002
					var. en %	
Indice des prix de produits industriels	**100,00**	**107,5**	**105,3**	**106,2**	**-1,2**	**0,9**
Produits semi-finis[1]	**60,14**	**106,0**	**101,7**	**102,5**	**-3,3**	**0,8**
Produits semi-finis de première étape[2]	7,71	114,5	97,0	99,0	-13,5	2,1
Produits semi-finis de deuxième étape[3]	52,43	104,7	102,4	103,0	-1,6	0,6
Produits finis[4]	**39,86**	**109,8**	**110,7**	**111,7**	**1,7**	**0,9**
Aliments de consommation et aliments pour animaux	8,50	105,1	106,4	106,7	1,5	0,3
Matériel capitalisé	11,73	109,0	111,3	112,3	3,0	0,9
Tous les autres produits finis	19,63	112,3	112,3	113,6	1,2	1,2
Agrégations par produits						
Viande, poisson et produits laitiers	5,78	105,0	106,1	106,3	1,2	0,2
Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	5,99	96,9	99,0	99,4	2,6	0,4
Boissons	1,57	110,8	112,1	112,2	1,3	0,1
Tabac et produits du tabac	0,63	120,2	132,8	132,8	10,5	0,0
Produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique	3,30	105,8	105,4	105,3	-0,5	-0,1
Produits textiles	1,58	100,0	100,1	99,9	-0,1	-0,2
Produits en tricot et vêtements	1,51	102,8	103,5	103,3	0,5	-0,2
Sciages, produits de scierie et divers	6,30	87,3	91,6	93,0	6,5	1,5
Meubles et articles d'ameublement	1,59	105,5	107,1	107,2	1,6	0,1
Pâte de bois et produits du papier	7,23	121,6	108,5	108,3	-10,9	-0,2
Impression et édition	1,70	110,8	112,2	112,7	1,7	0,4
Produits métalliques de première transformation	7,80	96,8	91,2	93,1	-3,8	2,1
Semi-produits métalliques	4,11	104,2	104,8	104,9	0,7	0,1
Machines et matériel	5,48	105,5	106,5	106,8	1,2	0,3
Voitures, camions et autre matériel de transport	22,16	110,9	114,3	115,9	4,5	1,4
Appareils électriques et de télécommunications	5,77	99,1	99,1	99,7	0,6	0,6
Produits minéraux non métalliques	1,98	106,7	107,7	107,6	0,8	-0,1
Produits du pétrole et du charbon[5]	5,68	147,0	107,9	108,7	-26,1	0,7
Produits chimiques	7,07	108,9	104,5	105,9	-2,8	1,3
Divers produits fabriqués	2,40	104,4	106,0	106,5	2,0	0,5
Divers produits non fabriqués	0,38	82,6	87,6	89,4	8,2	2,1

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
[1] *Les produits semi-finis sont des produits qui servent principalement à la production d'autres biens.*
[2] *Les produits semi-finis de première étape servent le plus souvent à produire d'autres produits semi-finis.*
[3] *Les produits semi-finis de deuxième étape sont utilisés le plus souvent pour produire des produits finals.*
[4] *Les produits finis sont le plus souvent utilisés pour la consommation immédiate ou les investissements.*
[5] *L'indice du mois courant est estimé.*

Indice des prix des matières brutes
(1997=100)

	Importance relative	Janvier 2001	Décembre 2001[r]	Janvier 2002[p]	Janvier 2001 à janvier 2002	Décembre 2001 à janvier 2002
					var. en %	
Indice des prix des matières brutes (IPMB)	**100,00**	**118,6**	**100,6**	**103,2**	**-13,0**	**2,6**
Combustibles minéraux	35,16	172,6	125,3	127,9	-25,9	2,1
Substances végétales	10,28	82,6	88,6	89,5	8,4	1,0
Animaux et substances animales	20,30	104,9	102,9	106,7	1,7	3,7
Bois	15,60	91,9	80,1	79,8	-13,2	-0,4
Matières ferreuses	3,36	84,2	86,6	89,0	5,7	2,8
Métaux non ferreux	12,93	87,0	76,4	81,8	-6,0	7,1
Minéraux non métalliques	2,38	108,2	109,8	110,0	1,7	0,2
IPMB sans les combustibles minéraux	**64,84**	**93,6**	**89,2**	**91,7**	**-2,0**	**2,8**

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

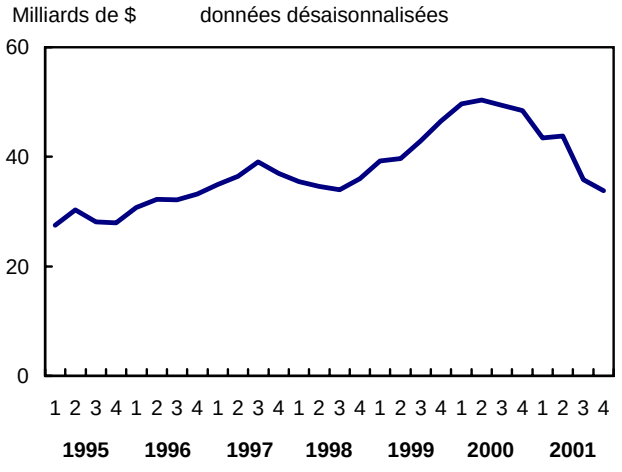
■

Statistiques financières trimestrielles des entreprises

Quatrième trimestre de 2001 et année 2001 (données provisoires)

Les bénéfices d'exploitation des sociétés ont chuté à 33,8 milliards de dollars au quatrième trimestre, en baisse de 5,6 % comparativement à ceux du troisième trimestre. Les bénéfices ont accusé un repli au cours de cinq des six derniers trimestres et ils étaient, au quatrième trimestre, en baisse de 33,0 % par rapport au sommet de 50,4 milliards de dollars atteint au deuxième trimestre de 2000. Les bénéfices ont continué de baisser au quatrième trimestre, mais à un rythme beaucoup plus lent que celui de la chute révisée de 18,2 % survenue au troisième trimestre.

Les bénéfices trimestriels ont encore été en baisse dans tous les secteurs d'activité



Les bénéfices des branches non financières ont fléchi de 3,8 % du troisième au quatrième trimestre, en raison de revenus de dividendes plus faibles pour les sociétés de gestion et de portefeuille. Les bénéfices enregistrés dans le secteur de l'extraction pétrolière et gazière ont également accusé une baisse attribuable à la diminution du prix des produits de base. Le secteur de la fabrication a enregistré des bénéfices d'exploitation plus élevés au quatrième trimestre, mais cette augmentation a découlé des lourdes pertes subies au troisième trimestre dans le secteur des produits électroniques et des ordinateurs.

Note aux lecteurs

Ces statistiques financières trimestrielles portent sur les activités des sociétés non gouvernementales.

*Les **bénéfices d'exploitation** comprennent des estimations pour les fonds (sauf les fonds de pension) et pour certains gains en capital du secteur financier, les deux étant exclus des bénéfices des sociétés tels qu'ils sont déclarés dans les Comptes économiques et financiers nationaux.*

Les bénéfices d'exploitation des branches financières ont chuté de 12,4 % au quatrième trimestre, ce qui représente le sixième déclin au cours des sept derniers trimestres. Les intermédiaires de dépôt (les banques et les caisses de crédit) ont affiché des bénéfices nettement plus bas au quatrième trimestre. Cependant, les pertes moindres enregistrées dans le secteur de la vente de placements dans les fonds d'actions ont en partie compensé ce recul.

En tout, 15 des 24 grands groupes de branches d'activité ont perdu de la vitesse au quatrième trimestre, tandis que 4 groupes sont demeurés plutôt stables.

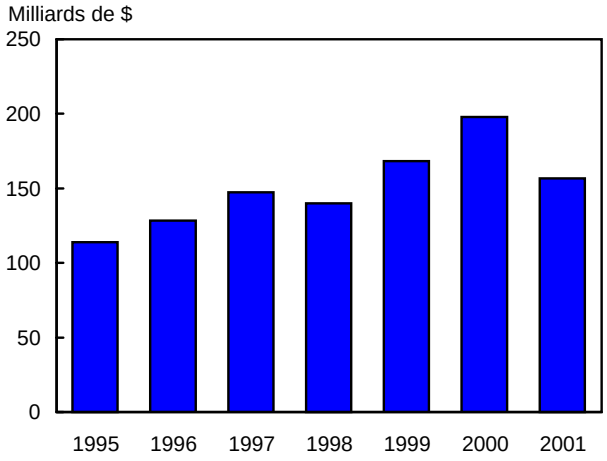
Les bénéfices d'exploitation annuels ont chuté en 2001

Les bénéfices d'exploitation sont passés de 197,7 milliards de dollars en 2000 à 156,8 milliards de dollars en 2001. Cette régression de 20,7 % a plus que neutralisé l'augmentation des bénéfices de 17,5 % enregistrée en 2000, et a fait chuter les bénéfices annuels d'exploitation à leur plus bas niveau depuis 1998.

Au sein du groupe des branches financières, les bénéfices d'exploitation du secteur des fonds sont tombés à 7,8 milliards de dollars en 2001, comparativement à 28,8 milliards de dollars en 2000. Cette dégringolade a été largement attribuable aux pertes survenues lors de la vente de valeurs mobilières. Le marasme qui a sévi dans le marché des actions en 2001 n'a épargné ni les fonds d'actions canadiens, ni les fonds d'actions étrangers.

Les bénéfices d'exploitation des intermédiaires de dépôt sont passés de 15,8 milliards de dollars en 2000 à 15,0 milliards de dollars en 2001, en raison du ralentissement des gains au chapitre de la vente de valeurs mobilières au quatrième trimestre.

Les bénéfices d'exploitation annuels ont été à leur plus bas niveau depuis 1998



Le secteur de la fabrication a perdu de la vitesse en 2001

Les bénéfices du secteur de la fabrication ont diminué d'un tiers en 2001, passant de 53,3 milliards de dollars en 2000 à 35,3 milliards de dollars en 2001.

Bien qu'ils aient connu la plus importante poussée soudaine de bénéfices en 2000, les fabricants de produits électroniques et d'ordinateurs ont connu le plus important recul au chapitre des bénéfices en 2001. Les bénéfices d'exploitation ont dégringolé de 4,2 milliards de dollars en 2000 à une perte de 1,6 milliard de dollars en 2001. L'affaissement mondial persistant de la demande de produits électroniques et de télécommunications a fortement ébranlé les bénéfices des sociétés en 2001.

Les fabricants de véhicules et de pièces d'automobiles ont vu leurs bénéfices diminuer de près de la moitié en 2001, ce qui a entraîné une baisse de 10,0 % des revenus d'exploitation par rapport à 2000. Par ailleurs, les exportations de produits d'automobiles, principalement à destination des États-Unis, ont diminué de 5,3 %. Malgré le recours généralisé aux mesures incitatives, qui avaient fait augmenter les ventes d'automobiles vers la fin de l'année, les fabricants ne sont pas arrivés à contrer les effets du ralentissement économique nord-américain sur le revenu et les bénéfices annuels.

Les bénéfices du secteur de la fabrication du bois et du papier sont tombés à leur plus bas niveau en trois ans, soit 4,5 milliards de dollars en 2001 comparativement à 7,2 milliards de dollars en 2000. L'expiration en mars de l'accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement américain, conjuguée à l'imposition consécutive de droits compensateurs rétroactifs et de droits antidumping pour les exportations canadiennes de bois résineux, ont fait des ravages sur le marché de l'exportation du bois résineux. Les exportations de tous les produits forestiers ont chuté de 7,5 % en 2001. La demande intérieure de bois résineux est demeurée étonnamment forte, s'appuyant sur de fortes activités dans la construction. Toutefois, le prix du papier journal a faibli en raison de la baisse des demandes intérieure et extérieure.

En 2001, les fabricants de produits chimiques ont souffert des effets de la faible demande de produits et de matières chimiques utilisés dans la fabrication d'automobiles, d'aéronefs, de produits de technologie de pointe et d'autres produits fabriqués. Par conséquent, les bénéfices d'exploitation ont chuté de 23,4 % par rapport à 2000, s'établissant à 5,6 milliards de dollars.

Les métaux de première fusion, dont les bénéfices d'exploitation de 0,8 milliard de dollars ont représenté moins du tiers de ceux de 2000, ont été un autre facteur à l'origine de la faiblesse en 2001. Les fabricants d'acier se sont plaints des niveaux élevés d'importations bon marché qui, conjugués à une faible demande, ont contribué à réduire les prix qui sont tombés à un niveau qu'ils n'avaient pas atteint depuis plusieurs années.

Les bénéfices des compagnies aériennes ont touché le secteur du transport

Les bénéfices enregistrés dans le secteur du transport et de l'entreposage ont dégringolé du sommet de 5,1 milliards de dollars atteint en 2000 pour s'établir à 2,7 milliards de dollars. Le revenu et les bénéfices des compagnies aériennes accusaient déjà un recul avant le 11 septembre, recul qui s'est précipité à la fin de 2001. Le ralentissement économique a réduit les livraisons manufacturières de 5,2 % en 2001, affaiblissant les activités de transport du fret et des marchandises de la plupart des transporteurs.

Le secteur du pétrole et du gaz a enregistré des bénéfices records en 2001 malgré le recul observé dans la seconde partie de l'année

Les bénéfices d'exploitation des compagnies d'extraction du pétrole et du gaz ont grimpé de 12,1 % en 2001, atteignant un sommet de 21,9 milliards de dollars, et ce, malgré la faiblesse observée durant la deuxième partie de l'année. Les prix élevés du pétrole brut et du gaz naturel et une solide demande d'exportation au début de l'année ont plus que compensé le ralentissement de la deuxième partie de l'année dans ce secteur. Le prix moyen du gaz naturel en 2001 se situait à un niveau supérieur de plus de 50 % à celui de 2000.

Les bénéfices se sont effondrés au quatrième trimestre

Dans l'ensemble, les bénéfices d'exploitation enregistrés au quatrième trimestre ont chuté de 5,6 % comparativement au troisième trimestre, et aucune croissance réelle n'a été enregistrée en près de deux ans. Se chiffrant à 33,8 milliards de dollars, les bénéfices du quatrième trimestre ont atteint leur plus bas niveau depuis le quatrième trimestre de 1996.

Les bénéfices du secteur du pétrole et du gaz sont touchés par la diminution des prix

La situation a été peu reluisante pour les compagnies d'extraction de pétrole et de gaz au quatrième trimestre, car leurs bénéfices ont dégringolé de 15,1 % pour s'établir à 3,8 milliards de dollars, alors que le revenu a diminué de 5,1 %. Comme il a été mentionné dans le communiqué de décembre de l'Indice des prix des matières brutes, le prix du pétrole brut a diminué chaque mois au quatrième trimestre, en raison du déclin de la demande et de la croissance des stocks. Au quatrième trimestre, les reculs sur 12 mois du prix du pétrole brut enregistrés par les compagnies ont été supérieurs à 35 %.

Les intermédiaires de dépôt ont enregistré un recul de leurs bénéfices

Les intermédiaires de dépôt ont vu leurs bénéfices d'exploitation glisser à 2,7 milliards de dollars au quatrième trimestre, comparativement à 4,1 milliards de dollars au troisième trimestre. Les banques à charte ont été les plus durement touchées. Les revenus d'exploitation ont chuté de 6,8 %, en raison de la diminution des gains lors de la vente de valeurs mobilières. La hausse des provisions pour les pertes sur prêts a fait augmenter les dépenses d'exploitation, réduisant encore davantage les bénéfices trimestriels. La baisse des intérêts créditeurs a été neutralisée par un recul comparable des intérêts débiteurs.

L'augmentation des bénéfices des fabricants a été attribuable à des dévaluations inhabituelles au troisième trimestre

Malgré le fait que le secteur de la fabrication ait affiché une croissance de ses bénéfices (+11,0 %) au quatrième trimestre, les hausses ont été concentrées dans le secteur de l'électronique et de l'informatique. Seuls 5 des 17 secteurs de la fabrication ont déclaré une croissance réelle des bénéfices au quatrième trimestre. Parmi les fabricants qui ont subi les plus importantes chutes de bénéfices d'exploitation, il convient de mentionner ceux du secteur des véhicules et des pièces d'automobiles, ceux du secteur des produits du pétrole et du charbon et ceux du secteur du bois et du papier.

Les bénéfices des fabricants de produits électroniques et d'ordinateurs ont augmenté

Les bénéfices d'exploitation des fabricants de produits électroniques et d'ordinateurs ont atteint 0,3 milliard de dollars au quatrième trimestre, une nette amélioration comparativement à la perte de 1,9 milliard de dollars enregistrée au troisième trimestre. Toutefois, les résultats du troisième trimestre avaient été entachés par des réductions exceptionnelles de la valeur des stocks et des activités abandonnées. Les revenus d'exploitation au quatrième trimestre ont enregistré une baisse de 6,0 %, s'établissant à 7,5 milliards de dollars. Cependant, le rythme du déclin a ralenti comparativement au troisième trimestre. Le secteur a continué de souffrir des conséquences de la faible demande mondiale.

Les bénéfices des fabricants de véhicules et de pièces d'automobiles ont diminué malgré les mesures incitatives

Les bénéfices d'exploitation des fabricants de véhicules et de pièces d'automobiles ont glissé de 64,1 %, s'établissant à 0,4 milliard de dollars au quatrième trimestre. Cette chute a poursuivi la tendance à la baisse enregistrée en 2000. Malgré le fait que les revenus d'exploitation aient été à la baisse au cours du trimestre, les programmes persuasifs d'incitatifs financiers visant à faire augmenter les ventes de voitures neuves ont quelque peu redressé la courbe du déclin. Les ratios de marge bénéficiaire de 1,4 % se situaient bien au-dessous de la moitié des niveaux du troisième trimestre, étant donné que les ventes du quatrième trimestre, moussées par les stimulants, n'ont pas semblé aider à faire augmenter les bénéfices nets.

Les bénéfices des fabricants de produits du pétrole et du charbon ont encore diminué

Les bénéfices des producteurs de pétrole et de charbon ont chuté de 17,1 % au quatrième trimestre, à la suite d'une dégringolade de 35,2 % au troisième trimestre. La demande de produits pétroliers raffinés a diminué, tandis que la demande de carburant d'aviation a été particulièrement faible. À la fin de l'année, les prix des produits pétroliers raffinés avaient subi six déclins consécutifs et se situait à un niveau inférieur de 26,9 % à celui du quatrième trimestre de 2000. Les ratios de

marge bénéficiaire ont diminué, passant d'une moyenne de 12,5 % dans la première partie de 2001 à 9,1 % au troisième trimestre et à 8,4 % au quatrième trimestre.

Les ventes au détail ont profité des dépenses de consommation

Les détaillants ont vu leurs bénéfices du quatrième trimestre augmenter de 31,0 % pour s'établir à 2,5 milliards de dollars, ce qui a représenté une nette amélioration comparativement au plongeon de 15,0 % survenu au troisième trimestre. Les revenus d'exploitation ont effectué une légère remontée de 1,1 % au cours du trimestre. Selon les données sur le commerce de détail diffusées en décembre, les détaillants ont affiché trois hausses mensuelles de leurs ventes au quatrième trimestre. Les magasins de marchandises diverses sont arrivés en tête du secteur, leurs bénéfices d'exploitation ayant plus que doublé pour atteindre 0,2 milliard de dollars, ce qui a entraîné une hausse de revenu de 3,0 %. Les ventes des grands magasins augmentent depuis près de deux ans, mais le rythme de croissance a ralenti. Les dépenses de consommation ont été ternes dans les semaines qui ont suivi le 11 septembre, mais elles ont semblé vouloir remonter la pente au quatrième trimestre.

Autres secteurs

Le secteur des fonds a limité ses pertes en ce qui concerne la vente de valeurs mobilières au quatrième trimestre, portant ainsi ses bénéfices d'exploitation à 0,8 milliard de dollars, comparativement à la perte de 0,1 milliard de dollars enregistrée au troisième trimestre. Par ailleurs, les courtiers en prêts et les autres sociétés d'investissement financier ont vu leurs bénéfices plonger de 32,2 %, en raison de la baisse des intérêts créditeurs et des gains générés par la vente de valeurs mobilières et d'autres éléments d'actif. Au quatrième trimestre, les bénéfices d'exploitation des sociétés de gestion et de portefeuille ont fléchi de 44,6 %, une baisse largement attribuable aux revenus de dividendes moins élevés.

Ratios de rentabilité du quatrième trimestre

Le rendement des avoirs des actionnaires est passé de 3,0 % à 4,3 % du troisième au quatrième trimestre, mais est demeuré au-dessous des rendements moyens de 5,8 % enregistrés au cours des deux premiers trimestres de 2001. Malgré la baisse des bénéfices d'exploitation au quatrième trimestre, les bénéfices après impôts (le numérateur dans le calcul du rendement des capitaux propres) ont grimpé, passant de 12,1 milliards de dollars au troisième trimestre à 17,4 milliards de dollars au quatrième trimestre. Cette hausse a été attribuable à la perte en capital de 5,5 milliards de dollars enregistrée au troisième trimestre, comparativement au gain en capital de 0,9 milliard de dollars enregistré au quatrième trimestre.

Le ratio de marge bénéficiaire d'exploitation est descendu à 6,7 % au quatrième trimestre, comparativement à 7,0 % au troisième trimestre et à 9,1 % au quatrième trimestre de 2000.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 187-0001 et 187-0002.

La publication *Statistiques financières trimestrielles des entreprises* (61-008-XIF, 26 $ / 86 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jeannine D'Angelo au (613) 951-2604, Sous-section du service à la clientèle. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bill Potter au (613) 951-2662, avec Promise Sanipé au (613) 951-0274 ou avec Jean-Pierre Simard au (613) 951-0741, Division de l'organisation et des finances de l'industrie. □

Statistiques financières des entreprises

	Quatrième trimestre de 2000[r]	Troisième trimestre de 2001[r]	Quatrième trimestre de 2001[p]	Troisième au quatrième trimestre de 2001	2000[r]	2001[p]	2000 à 2001
	données désaisonnalisées						
	milliards de $			var. en %	milliards de $		var. en %
Toutes les branches d'activité							
Revenus d'exploitation	532,7	509,7	502,1	-1,5	2 085,9	2 070,6	-0,7
Bénéfices d'exploitation	48,2	35,8	33,8	-5,6	197,7	156,8	-20,7
Bénéfices nets	24,6	12,1	17,4	43,9	118,2	75,7	-36,0
Branches d'activité non financières							
Revenus d'exploitation	473,3	457,1	450,7	-1,4	1 848,5	1 852,5	0,2
Bénéfices d'exploitation	34,8	28,3	27,2	-3,8	139,2	121,2	-13,0
Bénéfices nets	20,1	13,3	13,7	3,2	82,1	65,4	-20,4
Branches d'activité financières							
Revenus d'exploitation	59,4	52,6	51,4	-2,2	237,4	218,1	-8,1
Bénéfices d'exploitation	13,4	7,5	6,6	-12,4	58,5	35,6	-39,1
Bénéfices nets	4,5	-1,2	3,7	...	36,1	10,3	-71,5

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
... *N'ayant pas lieu de figurer.*

■

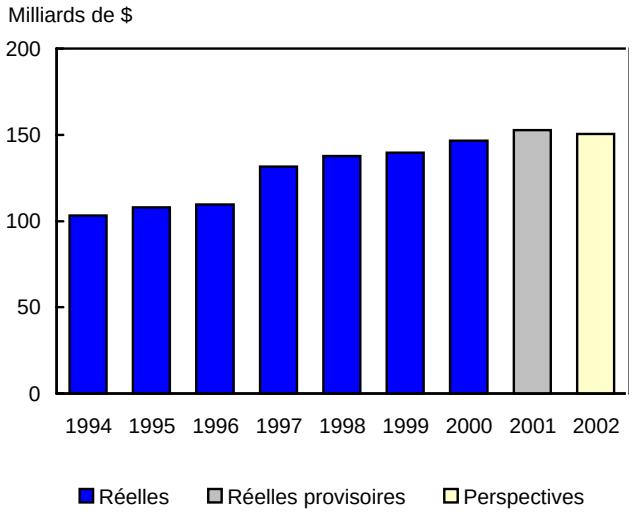
Investissements privés et publics

2002 (perspectives)

Des baisses considérables des investissements proposés dans l'extraction pétrolière et gazière et le transport aérien entraîneront probablement un recul des dépenses d'investissement en 2002, selon les premiers chiffres des dépenses prévues en immobilisations des sociétés et des administrations publiques.

Selon les prévisions, les entreprises, les administrations publiques et les établissements canadiens investiront 150,4 milliards de dollars en installations et en équipement en 2002, en baisse de 1,6 % par rapport à 2001. Pour les installations et l'équipement, ce repli, le premier depuis 1993, fait suite à cinq trimestres consécutifs de diminution d'utilisation de capacité. L'affaiblissement des bénéfices ainsi que cette surcapacité ont un effet de ralentissement sur les investissements. Les investissements en construction non résidentielle devraient reculer de 5,0 % pour passer à 65,4 milliards de dollars, tandis qu'on prévoit une croissance de 1,2 % des investissements en machines et matériel, qui atteindront 85,0 milliards de dollars en 2002.

Les dépenses en installations et en équipement ont ralenti



En plus des projets d'investissement dans l'habitation, le total des investissements en 2002 atteindra 194,0 milliards de dollars, en baisse de 1,0 % par rapport à 2001. L'investissement dans l'habitation devrait croître de 1,3 % et atteindre 43,6 milliards de dollars à la suite de hausses dans les deux principales composantes, soit les logements neufs et les rénovations.

Note aux lecteurs

Les perspectives d'investissement sont fondées sur une enquête-échantillon menée auprès de 27 000 entreprises, administrations publiques et établissements. L'enquête a été réalisée d'octobre 2001 à janvier 2002 et a obtenu un taux de réponse de 76 %, ce qui représente 89 % du poids de l'échantillon visé. Le coefficient de variation, qui permet de mesurer la précision des données, est de 0,5 % à l'échelle du Canada. Les données publiées dans le présent communiqué sont annualisées en fonction de l'année civile et exprimées en dollars courants.

Tous les chiffres du communiqué reflètent les changements apportés récemment à la série sur les machines et le matériel pour inclure dans les immobilisations toutes les dépenses en logiciels. Ce changement au concept utilisé pour les immobilisations est requis par le Système de comptabilité nationale.

Le pétrole et le gaz, le transport aérien et les technologies de l'information et des communications sont en baisse

Les dépenses d'investissement dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques en 2002 devraient, selon les prévisions, reculer de 18,7 % et se situer à 15,6 milliards de dollars, effaçant ainsi les hausses de 2001 et tombant à un niveau inférieur à celui de 2000. Selon les chiffres de l'industrie, le secteur de l'extraction est en voie de s'effondrer. En janvier 2002, le nombre d'ouvertures de puits de gaz a fléchi de 16 % par rapport à janvier 2001, tandis que le métrage foré a diminué de 33 %.

Les dépenses dans le secteur du transport aérien devraient aussi revenir aux niveaux d'avant 2000, selon les prévisions. Une chute de 33,0 % ramènera l'investissement prévu à moins de 1,8 milliard de dollars. Cette baisse est imputable à une vive diminution des projets de location d'aéronefs.

Les intentions d'investissement dans le secteur de la technologie de l'information et des communications devraient, toujours selon les prévisions, diminuer de 3,0 % en 2002. Ce recul est essentiellement attribuable à la composante des services intangibles (-3,4 %), mais la composante de la fabrication est aussi en baisse (-9,6 %). Par ailleurs, les sociétés de la composante des services reliés aux biens, dominée par la location de matériel, s'attendent à une hausse de 5,7 %.

Les dépenses d'investissement pour l'énergie électrique et les administrations publiques demeurent vigoureuses

Les dépenses du secteur de la production, du transport et de la distribution d'énergie électrique devraient prospérer en 2002. Une hausse attendue

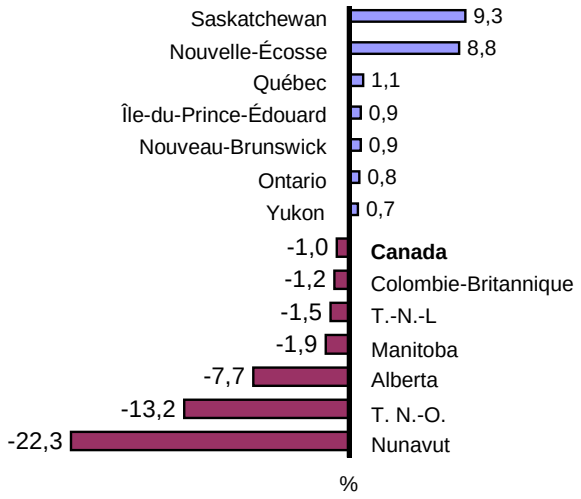
de 21,2 % fera grimper les investissements à 8,5 milliards de dollars. L'augmentation provient de l'Ontario et du Québec

Les investissements des administrations publiques devraient s'accroître de 8,2 % et atteindre 18,6 milliards de dollars. Cette hausse est essentiellement le résultat d'une augmentation proposée de 718,4 millions de dollars en dépenses de construction des municipalités ainsi que d'une hausse prévue de 673,5 millions de dollars en dépenses en machines et matériel de la part des ministères fédéraux.

Diminution dans six provinces et territoires

Les intentions d'investissement, selon les prévisions, diminueront dans 6 des 13 provinces et territoires. Les plus fortes baisses sont à prévoir au Nunavut (-22,3 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (-13,2 %). La diminution absolue la plus marquée s'observera en Alberta (-3,2 milliards de dollars), durement touchée par le recul du secteur pétrolier et gazier.

La Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse vont surpasser les autres régions quant à l'augmentation de leurs dépenses



Données stockées dans CANSIM: tableaux 029-0005, 029-0007 à 029-0022, 029-0024, 032-0001 et 032-0002.

La publication *Investissements privés et publics au Canada, Perspective 2002* (61-205-XIB, 35 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilbert Paquette au (613) 951-9818 (*gilbert@statcan.ca*) ou composez sans frais le 1 800 571-0494, ou communiquez avec Les Shinder au (613) 951-2030 (*shinder@statcan.ca*) ou composez sans frais le 1 877 338-2368, Division de l'investissement et du stock de capital. □

Dépenses prévues en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques

	Année[1]	Dépenses en immobilisations: Construction	Machines et matériel	Total	Dépenses réelles provisoires de 2001 par rapport aux prévisions de 2002	Dépenses réelles de 2000 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2001
		millions de $			var. en %	
Canada	**2000**	**104 937,2**	**82 420,9**	**187 358,1**		
	2001	**111 870,0**	**83 984,8**	**195 854,9**		
	2002	**109 006,2**	**84 971,6**	**193 977,8**	**-1,0**	**4,5**
Terre-Neuve-et-Labrador	2000	2 521,2	779,4	3 300,6		
	2001	2 332,8	829,8	3 162,5		
	2002	2 167,1	948,2	3 115,3	-1,5	-4,2
Île-du-Prince-Édouard	2000	318,8	230,5	549,3		
	2001	345,1	220,9	566,0		
	2002	351,2	219,9	571,1	0,9	3,0
Nouvelle-Écosse	2000	2 678,0	1 819,6	4 497,7		
	2001	2 618,0	1 698,2	4 316,2		
	2002	2 810,0	1 885,8	4 695,8	8,8	-4,0
Nouveau-Brunswick	2000	2 355,9	1 568,4	3 924,3		
	2001	1,768,1	1 493,6	3 261,7		
	2002	1 822,0	1 470,2	3 292,2	0,9	-16,9
Québec	2000	17 457,6	17 590,7	35 048,3		
	2001	18 253,0	17 165,5	35 418,5		
	2002	19 106,3	16 706,3	35 812,7	1,1	1,1
Ontario	2000	34 722,6	34 786,9	69 509,5		
	2001	37 213,6	34 829,6	72 043,2		
	2002	36 676,1	35 924,9	72 601,0	0,8	3,6
Manitoba	2000	2 459,7	2 721,7	5 181,3		
	2001	2 638,7	2 698,7	5 337,4		
	2002	2 626,7	2 609,2	5 235,9	-1,9	3,0
Saskatchewan	2000	4 278,8	2 336,3	6 615,1		
	2001	4 047,5	2 279,5	6 327,0		
	2002	4 380,9	2 532,9	6 913,7	9,3	-4,4
Alberta	2000	24 458,8	11 955,9	36 414,7		
	2001	27 270,1	13 628,2	40 898,3		
	2002	23 915,0	13 828,8	37 743,9	-7,7	12,3
Colombie-Britannique	2000	12 666,0	8 359,4	21 025,4		
	2001	13 712,8	8 812,6	22 525,4		
	2002	13 714,7	8 530,1	22 244,8	-1,2	7,1
Yukon	2000	162,8	84,2	247,0		
	2001	193,7	92,9	286,6		
	2002	200,3	88,2	288,5	0,7	16,0
Territoires du Nord-Ouest	2000	678,0	137,1	815,1		
	2001	1 282,4	178,6	1 461,0		
	2002	1 086,5	181,4	1 267,9	-13,2	79,2
Nunavut	2000	179,0	50,7	229,7		
	2001	194,3	56,7	251,0		
	2002	149,3	45,7	195,0	-22,3	9,3

[1] *Dépenses réelles de 2000 suivies des dépenses réelles provisoires de 2001 et des perspectives pour 2002.*
Note: *Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.*

Dépenses prévues en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques

	Dépenses réelles de 2000	Dépenses réelles provisoires de 2001	Perspectives de 2002	Dépenses réelles provisoires de 2001 par rapport aux perspectives de 2002	Dépenses réelles de 2000 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2001
	millions de $			var. en %	
Total	**187 358,1**	**195 854,9**	**193 977,8**	**-1,0**	**4,5**
Installations et équipement	146 512,8	152 781,3	150 351,7	-1,6	4,3
Logement	40 845,3	43 073,5	43 626,1	1,3	5,5
Secteur du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 193,8	4 145,1	4 243,1	2,4	-1,2
Extraction minière, de pétrole et de gaz	24 777,6	29 010,5	24 624,1	-15,1	17,1
Services publics	8 079,6	9 122,1	10 756,8	17,9	12,9
Construction	2 799,9	2 948,3	3 015,7	2,3	5,3
Fabrication	22 084,3	18 093,8	17 906,3	-1,0	-18,1
Commerce de gros	3 510,3	3 531,3	3 522,6	-0,2	0,6
Commerce de détail	5 146,3	5 228,3	5 511,9	5,4	1,6
Transport et entreposage	10 736,8	11 120,0	10 127,8	-8,9	3,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	10 718,6	11 938,8	11 300,0	-5,4	11,4
Finance et assurances	14 209,4	13 391,9	14 364,6	7,3	-5,8
Services immobiliers, location et location à bail	8 729,3	8 423,7	8 399,0	-0,3	-3,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	3 881,7	4 105,4	4 013,8	-2,2	5,8
Gestion de sociétés et d'entreprises	144,2	124,4	122,8	-1,3	-13,7
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	757,3	760,6	683,1	-10,2	0,4
Services d'enseignement	4 476,8	5 679,2	5 153,2	-9,3	26,9
Soins de santé et assistance sociale	3 495,8	4 385,9	4 430,5	1,0	25,5
Arts, spectacles et loisirs	1 025,6	1 177,3	1 224,4	4,0	14,8
Hébergement et services de restauration	1 177,9	1 216,4	1 182,0	-2,8	3,3
Autres services, sauf les administrations publiques	1 185,2	1 191,1	1 178,4	-1,1	0,5
Administrations publiques	15 382,4	17 187,1	18 591,4	8,2	11,7

Note: *Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail

Décembre 2001 et année 2001 (données provisoires)

En décembre, la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés est demeurée pratiquement inchangée par rapport à novembre pour s'établir à 671,43 $. Comparativement à décembre 2000, la rémunération hebdomadaire moyenne a crû de 1,9 %.

La plupart des secteurs d'activité économique ont enregistré des hausses légères de la rémunération en décembre par rapport à décembre 2000, à l'exception des secteurs de la construction et des services professionnels, scientifiques et techniques. Dans la construction, une plus forte croissance de l'emploi dans les industries ayant une rémunération inférieure à la moyenne du secteur explique en partie la baisse de la rémunération moyenne de 1,9 %. Dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, la rémunération est demeurée pratiquement inchangée. De légères baisses de la rémunération dans la plupart des industries du secteur ont contrebalancé en partie de modestes augmentations de la rémunération dans l'architecture, le génie et les services connexes ainsi que dans les services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques.

La rémunération horaire moyenne pour les salariés rémunérés à l'heure s'est établie à 17,04 $ en décembre, en baisse de 6 cents par rapport à novembre, mais en hausse de 3,6 % par rapport à décembre 2000. La moyenne des heures hebdomadaires a augmenté de 0,3 heure par rapport à novembre pour s'établir à 31,9 heures. Une partie de cette croissance s'explique par une hausse de la moyenne des heures supplémentaires.

En décembre, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paye a crû de 19 400 (+0,15 %). L'augmentation de l'emploi a surtout été concentrée dans les secteurs de la construction (+16 200) et des services professionnels, scientifiques et techniques (+6 700). La forte hausse de l'emploi dans le secteur de la construction reflète la hausse des permis de bâtir et des mises en chantier de nouveaux logements survenue durant les derniers mois. Cette augmentation de l'emploi est également attribuable au temps exceptionnellement doux en décembre. L'emploi dans le secteur de la fabrication a encore fléchi en décembre (-3 600), mais cette baisse est le résultat en grande partie d'une grève dans le textile au Québec. À l'échelon provincial, des hausses d'emploi ont eu lieu dans presque toutes les provinces, alors que la plus forte hausse s'est produite en Ontario (+11 400). La Colombie-Britannique a été la seule province à enregistrer un fléchissement de l'emploi (-1 500).

Revue annuelle

En se fondant sur la moyenne annuelle, la rémunération hebdomadaire moyenne a crû de 1,7 % en 2001, comparativement à 2,3 % en 2000. Il s'agit d'un taux de croissance moyen inférieur à celui de l'Indice des prix à la consommation pour 2001 (+2,6 %).

L'augmentation du nombre d'employés inscrits sur les listes de paye en 2001 (+268 000) a été plus faible qu'en 2000 (+404 000), mais plus forte qu'en 1999 (+167 000). À l'échelon provincial, les augmentations de l'emploi en 2001 ont été plus fortes en Ontario (+94 000), suivi de l'Alberta (+65 000). Le Québec (+41 000) et la Colombie-Britannique (+19 000) ont enregistré des hausses plus modestes, surtout en raison de baisses de l'emploi dans le secteur de la production de biens.

À l'échelle nationale, les hausses de l'emploi (+2,5 %) et de la rémunération (+2,2 %) en 2001 ont été plus fortes dans le secteur producteur de services que dans le secteur producteur de biens (+0,8 % et +1,1 % respectivement).

Le nombre d'heures moyen pour les salariés rémunérés à l'heure (31,6 heures) est demeuré inchangé par rapport à 2000. La rémunération horaire moyenne pour cette même catégorie de salariés a été de 16,81 $ en 2001, en hausse de 1,8 % comparativement à la moyenne de 2000.

La rémunération hebdomadaire totale pour l'année 2001 a été en hausse de 3,9 % par rapport à 2000. La croissance de la rémunération hebdomadaire s'expliquait par une croissance de l'emploi de 2,1 % en 2001 et d'une hausse de la rémunération moyenne de 1,7 %.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 281-0023 à 281-0046.

Des données détaillées par industrie, des données par taille d'entreprise fondée sur l'emploi par secteur ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail seront disponibles en mars dans les tableaux standards de la publication mensuelle *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XIB, 24 $ / 240 $). Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (*travail@statcan.ca*). Pour en

savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Frindt au (613) 951-4069 ou avec Jean Leduc au (613) 951-4061, Division de la statistique du travail. Télécopieur: (613) 951-2869.

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Décembre 2000	Novembre 2001[r]	Décembre 2001[p]	Novembre à décembre 2001	Décembre 2000 à décembre 2001
	données désaisonnalisées				
	$			var. en %	
Ensemble des secteurs	**658,80**	**670,76**	**671,43**	**0,1**	**1,9**
Foresterie, exploitation forestière et soutien	804,22	840,22	844,26	0,5	5,0
Extraction minière, de pétrole et de gaz	1 146,31	1 160,23	1 161,11	0,1	1,3
Services publics	999,98	1 003,88	1 004,47	0,1	0,4
Construction	813,81	800,19	798,35	-0,2	-1,9
Fabrication	793,05	813,50	813,84	0,0	2,6
Commerce de gros	754,02	778,19	780,16	0,3	3,5
Commerce de détail	427,40	434,55	432,49	-0,5	1,2
Transport et entreposage	732,45	750,82	752,35	0,2	2,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	775,54	802,49	803,63	0,1	3,6
Finance et assurances	836,00	841,01	845,94	0,6	1,2
Services immobiliers, de location et de location à bail	610,76	623,17	632,74	1,5	3,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	888,97	880,50	887,23	0,8	-0,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	818,80	841,57	840,94	-0,1	2,7
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	531,19	534,70	535,72	0,2	0,9
Services d'enseignement	684,14	708,99	709,66	0,1	3,7
Soins de santé et assistance sociale	573,68	595,53	597,25	0,3	4,1
Arts, spectacles et loisirs	467,95	493,14	493,12	0,0	5,4
Hébergement et services de restauration	278,39	291,77	292,99	0,4	5,2
Autres services, sauf les services d'administration publiques	512,98	529,92	533,12	0,6	3,9
Administrations publiques	750,20	759,92	760,79	0,1	1,4
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	601,84	609,88	613,77	0,6	2,0
Île-du-Prince-Édouard	521,20	528,51	524,52	-0,8	0,6
Nouvelle-Écosse	567,01	575,76	576,56	0,1	1,7
Nouveau-Brunswick	595,19	596,12	598,46	0,4	0,5
Québec	616,83	630,73	631,95	0,2	2,5
Ontario	703,65	716,41	717,07	0,1	1,9
Manitoba	590,49	595,62	600,21	0,8	1,6
Saskatchewan	593,38	605,72	604,78	-0,2	1,9
Alberta	671,16	690,33	693,32	0,4	3,3
Colombie-Britannique	662,90	665,51	666,28	0,1	0,5
Yukon	741,83	757,61	750,63	-0,9	1,2
Territoires du Nord-Ouest[1]	..	875,82	879,66	0,4	..
Nunavut[1]	..	783,86	795,38	1,5	..

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
[1] *Données non désaisonnalisées.*
.. *Nombres indisponibles.*

Nombre de salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Octobre 2001	Novembre 2001[r]	Décembre 2001[p]	Octobre à novembre 2001	Novembre à décembre 2001
	données désaisonnalisées				
	en milliers			var. en %	
Ensemble des secteurs	**12 757**	**12 749**	**12 769**	**-0,1**	**0,2**
Foresterie, exploitation forestière et soutien	73	72	72	-1,4	0,0
Extraction minière, de pétrole et de gaz	139	141	139	1,4	-1,4
Services publics	112	112	113	0,0	0,9
Construction	585	587	603	0,3	2,7
Fabrication	2 018	2 014	2 011	-0,2	-0,1
Commerce de gros	714	712	713	-0,3	0,1
Commerce de détail	1 498	1 496	1 499	-0,1	0,2
Transport et entreposage	614	611	611	-0,5	0,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	345	346	346	0,3	0,0
Finance et assurances	558	561	564	0,5	0,5
Services immobiliers, de location et de location à bail	215	213	217	-0,9	1,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	630	628	634	-0,3	1,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	85	86	87	1,2	1,2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	530	532	535	0,4	0,6
Services d'enseignement	942	940	941	-0,2	0,1
Soins de santé et assistance sociale	1 252	1 254	1 256	0,2	0,2
Arts, spectacles et loisirs	225	228	228	1,3	0,0
Hébergement et services de restauration	945	947	948	0,2	0,1
Autres services, sauf les administrations publiques	479	480	483	0,2	0,6
Administrations publiques	717	719	719	0,3	0,0
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	178	180	181	1,1	0,6
Île-du-Prince-Édouard	57	58	58	1,8	0,0
Nouvelle-Écosse	356	357	359	0,3	0,6
Nouveau-Brunswick	294	297	297	1,0	0,0
Québec	3 000	3 002	3 004	0,1	0,1
Ontario	4 983	4 973	4 984	-0,2	0,2
Manitoba	504	505	506	0,2	0,2
Saskatchewan	371	372	374	0,3	0,5
Alberta	1 375	1 377	1 379	0,1	0,1
Colombie-Britannique	1 589	1 588	1 587	-0,1	-0,1
Yukon	15	15	15	0,0	0,0
Territoires du Nord-Ouest [1]	20	20	20	0,0	0,0
Nunavut [1]	10	10	10	0,0	0,0

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
[1] *Données non désaisonnalisées.*

■

Voyages intérieurs

Troisième trimestre de 2001 (données provisoires)

Les résultats de l'Enquête sur les voyages des Canadiens pour le troisième trimestre sont maintenant disponibles.

Pour obtenir des données, des renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Brad Ruth au (613) 951-6433 (*brad.ruth@statcan.ca*) ou avec Jocelyn Lapierre au (613) 951-3720 (*jocelyn.lapierre@statcan.ca*), Programme de la statistique du tourisme. ■

NOUVEAUX PRODUITS

La revue laitière, octobre à décembre 2001, vol. 62, n° 4
Numéro au catalogue: 23-001-XIB (27$/89$).

La revue laitière, octobre à décembre 2001, vol. 62, n° 4
Numéro au catalogue: 23-001-XPB (36$/119$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

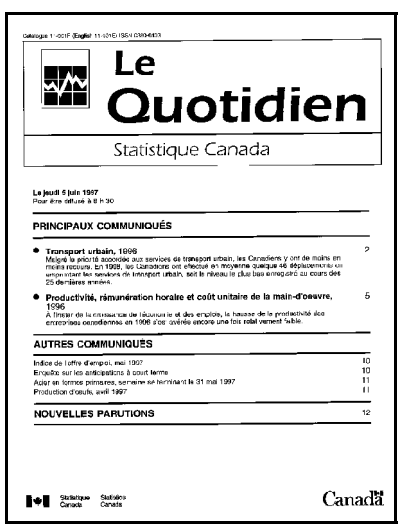
Pour commander les produits par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)* sous les rubriques *Produits et services et Publications payantes ($)*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en utilisant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 — 5
  À l'heure de la conjoncture de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquête sur les anticipations à court terme — 10
Aéroports nationaux, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'œufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.